

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-12 du 28 mars 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Le président D. Trump annonce l'imposition de droits de douane additionnels de 25 % sur les importations automobiles et de pièces détachées
2. Le président D. Trump annonce la possibilité d'imposer des droits de douane additionnels de 25 % sur les importations en provenance de pays important du pétrole vénézuélien

Climat – énergie – environnement

3. Le président D. Trump prend des mesures pour intensifier la production nationale de minéraux
4. L'administrateur de l'EPA, L. Zeldin, réaffirme son engagement envers le fédéralisme coopératif

Transport et infrastructure

5. Le Département des Transports encourage l'adoption volontaire de systèmes de gestion de la sécurité modernisés pour les pipelines

Industrie

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

Santé

6. Le Département de la Santé et des Services sociaux (HHS) annonce une réduction de ses effectifs de l'ordre de 20 000 postes
7. La fédération représentative de l'industrie des biotechnologies rapporte l'inquiétude de ses membres s'agissant des mesures tarifaires envisagées par l'administration américaine
8. Le Sénat confirme la nomination de M. Makary à la tête de la Food and Drug Administration (FDA)

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Le président D. Trump annonce l'imposition de droits de douane additionnels de 25 % sur les importations automobiles et de pièces détachées

Le 26 mars, le président D. Trump a [annoncé](#) via une proclamation (accompagnée d'une [fact sheet](#)), l'imposition, sur le fondement de la section 232 du Trade Expansion Act, de droits de douane additionnels de 25 % sur les importations d'automobiles et de pièces détachées. Cette mesure s'appuie sur la réactivation de la procédure 232 amorcée en 2018, qui avait débouché sur la publication d'un [rapport](#) d'enquête du Secrétaire au Commerce remis au président D. Trump en 2019. Sur la base de ce rapport, le président avait [chargé](#) l'USTR de négocier des accords, notamment avec l'UE, afin de répondre aux préoccupations des États-Unis, et ce dans un délai de 6 mois, à défaut de quoi des droits additionnels pourraient être imposés. La proclamation publiée constate qu'aucun accord de ce type n'a été conclu depuis lors et que « les risques en matière de sécurité nationale persistent et se sont intensifiés ». Des droits de douane additionnels de 25 % seront imposés aux importations automobiles, dans des conditions qui distinguent toutefois les véhicules et les pièces détachées ainsi que les importations relevant de l'accord commercial unissant les États-Unis avec le Canada et le Mexique (USMCA) et les autres. Ainsi, à compter du 3 avril, les importations de véhicules seront soumises à des droits additionnel de 25 %, calculés (i) sur la totalité de la valeur du bien pour les importations non-couvertes par l'USMCA et (ii) sur la valeur du contenu non- américain pour les importations couvertes par l'USMCA. Puis, à compter du 3 mai au plus tard, les importations de pièces détachées non-couvertes par l'USMCA seront soumises à des droits additionnels de 25 %, calculés sur la valeur totale du bien. Enfin, à compter d'une date qui reste à définir, les importations de pièces détachées relevant de l'USMCA seront sujettes à un droit additionnel de 25 %, calculé sur la valeur du contenu non- américain du bien. Le champ précis des articles couverts (types de véhicules et de pièces détachées) n'est pas disponible à ce stade et est renvoyé à une annexe qui sera publiée prochainement.

2. Le président D. Trump annonce la possibilité d'imposer des droits de douane additionnels de 25 % sur les importations en provenance de pays important du pétrole vénézuélien

La Maison-Blanche a [publié](#) le 24 mars un Executive Order ouvrant la possibilité d'imposer à compter du 2 avril des droits de douane additionnels de 25 % sur les importations en provenance de pays important directement ou indirectement du pétrole vénézuélien. Ces droits de douane, dont la cible devra être déterminée par le Secrétaire d'État américain – en consultation avec les Secrétaires au Commerce, au Trésor, à la Sécurité intérieure et l'USTR – s'ajouteront à ceux déjà en vigueur. Les importations américaines de pétrole depuis le Venezuela se poursuivront toutefois, au moins de manière transitoire, le Département du Trésor ayant [annoncé](#) le même jour une extension de la période de grâce octroyée à Chevron pour clôturer ses activités d'exploitation de pétrole au Venezuela, désormais fixée au 27 mai.

Brèves

- Le 25 mars, la présidente de la Commission européenne a [déploré](#) l'imposition de droits additionnels de 25 % sur les importations automobiles, rappelant l'importance de cette industrie pour l'innovation et l'intégration des chaînes de production transatlantiques, et a souligné que les droits de douane étaient des taxes, néfastes pour les consommateurs et les entreprises, de part et d'autre de l'Atlantique, indiquant lancer une évaluation de ces mesures, ainsi que de celles qui pourraient être prises dans les prochains jours.
- Le 25 mars, le Département du Commerce a [ajouté](#) 82 entités à l'Entity List, requérant la délivrance systématique d'une licence pour toute exportation vers celles-ci. Ces entités, notamment localisées en Chine, aux Émirats arabes unis, en Afrique du Sud, en Iran et à Taïwan, sont accusées de soutenir le développement du complexe militaro-industriel chinois.
- Le 25 mars, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 3 agents iraniens du ministère de l'Intelligence et de la Sécurité impliqués dans l'enlèvement et la possible mort d'un agent du FBI.
- Le 26 mars, le Représentant américain au Commerce (USTR) J. Greer s'est [entretenu](#) avec le Vice-Premier ministre chinois, He Lifeng. D'après le communiqué, J. Greer a décrit comment le président D. Trump cherche à établir « une politique commerciale solide et revigorée qui favorise l'investissement

et la productivité au niveau national, renforce les avantages industriels et technologiques des États-Unis, défend [la] sécurité économique et nationale et profite aux travailleurs et aux entreprises américaines ». J. Greer a également exprimé de « vives inquiétudes quant aux politiques et pratiques commerciales déloyales et anticoncurrentielles de la Chine ». Les deux parties ont convenu de la nécessité de « maintenir les liens de communication à l'avenir ».

- Le 26 mars, M. Faulkender a été [confirmé](#) au poste de Sous-Secrétaire au Trésor par le Sénat, à 53 voix contre 43. Il s'est dit prêt à « travailler avec le Secrétaire S. Bessent pour la prospérité du peuple américain, la reprivatisation de l'économie, la sécurité nationale par la sécurité économique et pour soutenir l'agenda America First du président ».

Climat – énergie – environnement

3. Le président D. Trump prend des mesures pour intensifier la production nationale de minéraux

Le 20 mars, le président D. Trump a [signé](#) un décret présidentiel visant à stimuler et renforcer la production nationale de « minéraux », définis comme : les minéraux critiques (au sens du [30 U.S.C. 1606\(a\)\(3\)](#)), ainsi que l'uranium, le cuivre, la potasse, l'or, et tout autre élément déterminé par le Conseil national de la dominance énergétique (NEDC), y compris le charbon. La « production de minéraux » est quant à elle définie comme « l'extraction, le traitement, le raffinage et la fusion de minéraux, ainsi que la production de minéraux critiques transformés et d'autres produits dérivés ». Le décret présidentiel prévoit notamment que :

- Sous 10 jours, les agences fédérales impliquées dans la délivrance d'autorisations pour des projets de production de minéraux aux États-Unis devront fournir une liste des projets en attente au président du NDEC. L'objectif étant, dans les 10 jours suivants, d'accélérer les approbations nécessaires de projets prioritaires.
- Sous 15 jours, le président du NEDC, en consultation avec les responsables des agences concernées, devra soumettre au directeur exécutif du Conseil des autorisations prévu par le Fixing America's Surface Transportation Act les projets de production de minéraux à considérer au titre de la procédure [FAST-41](#).

- Le président du NEDC, en consultation avec les agences concernées, devra lancer une consultation afin de recueillir les réactions de l'industrie sur les goulets d'étranglement réglementaires et les autres stratégies recommandées pour accélérer la production nationale de minéraux.
- Sous 30 jours, le président du NEDC et le directeur de l'Office of Legislative Affairs devront préparer et soumettre conjointement des recommandations au président afin que le Congrès clarifie la gestion des stériles, des résidus et des dépôts de déchets miniers en vertu de la loi sur l'exploitation minière de 1872.
- Sous 10 jours, le Secrétaire à l'Intérieur devra fournir une liste de toutes les terres fédérales contenant des gisements et des réserves de minéraux connus. Charge au Secrétaire à l'Intérieur de donner, sur cette base, la priorité à la production de minéraux dans ces zones, conformément à la législation applicable.
- Sous 30 jours, les Secréaires à la Défense, à l'Énergie et à l'Agriculture devront identifier les terres fédérales relevant de leurs ministères et favorables à la production de minéraux par rapport à d'autres activités. Ils devront, sur cette base, étudier les conditions d'exploitation possibles par des acteurs privés.
- Le décret autorise l'utilisation du Defense Production Act pour répondre à l'urgence nationale mentionnée dans le décret présidentiel 14156, afin de faciliter et d'augmenter la capacité de la production nationale.
- Enfin, le décret prévoit une mobilisation des investissements publics et privés. Des mécanismes financiers, tels que des prêts et des soutiens à l'investissement, seront mis en place pour soutenir les nouveaux projets. Cela inclut la création d'un fonds dédié aux minéraux critiques, établi conjointement par le United States International Development Finance Corporation et le Département de la Défense.

La Maison-Blanche a [mis](#) en avant la nécessité de renforcer la sécurité nationale en réduisant la dépendance aux importations étrangères, notamment en provenance de l'Iran, de la Russie et de la Chine, sachant que 70 % des importations américaines de terres rares proviennent de Chine. Elle note que la capacité de l'industrie minière métallurgique aux États-Unis est en déclin depuis des années. Augmenter la production nationale de minéraux permettra aux entreprises américaines de rester compétitives sur la scène mondiale, tout en réduisant leur dépendance vis-à-vis des chaînes d'approvisionnement étrangères. En outre, ces minéraux critiques

sont essentiels pour la préparation militaire des États-Unis, car ils constituent des composants clés des avions de chasse, des satellites, des sous-marins et des systèmes de guidage de missiles.

La Maison-Blanche rappelle que ce décret s'inscrit dans la continuité des mesures prises lors du premier mandat de D. Trump et des priorités réaffirmées au début de son second mandat, lorsqu'il a signé un décret visant à faire des États-Unis « le principal producteur et transformateur de minéraux non combustibles, y compris de terres rares ».

4. L'administrateur de l'EPA, L. Zeldin, réaffirme son engagement envers le fédéralisme coopératif

Le 25 mars, l'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [rapporté](#) les propos de son administrateur, L. Zeldin, lors de l'ouverture du Conseil des États sur l'environnement (ECOS). Cette réunion, qui rassemble les dirigeants des agences environnementales des États fédérés, a été l'occasion pour L. Zeldin de réaffirmer son engagement envers le « fédéralisme coopératif », qu'il considère comme un pilier central de son plan d'action des 100 premiers jours « Powering the Great American Comeback ». L'EPA cite en exemple l'approbation de la demande de la Virginie-Occidentale visant à obtenir la primauté en matière de gestion des puits de classe VI (puits utilisés pour le stockage géologique de CO₂).

L. Zeldin a également abordé des sujets tels que la réforme des permis, les polluants éternels (PFAS), la révision de la définition des « eaux des États-Unis » et les efforts de l'agence en matière de réponse aux urgences environnementales et de reconstruction après des catastrophes.

L'EPA mentionne également les 31 mesures considérées comme historiques prises par l'agence lors d'une journée qualifiée de « la plus conséquente en matière de déréglementation de l'histoire des États-Unis ». Le communiqué précise que la majorité de ces actions visaient à redonner aux États fédérés le pouvoir de décision. Parmi ces mesures, l'EPA cite la fin du « Plan de bon voisinage » (Good Neighbor Plan) accusé d'avoir été utilisé pour « étendre les règles fédérales à davantage États », la refonte du Conseil consultatif scientifique et du Comité consultatif scientifique sur la qualité de l'air.

Brèves

- Le 26 mars, l'Agence d'information sur l'énergie (EIA) a [souligné](#) l'augmentation de l'utilisation du biodiesel aux États-Unis en 2023, au-delà du secteur des transports qui reste

cependant le premier consommateur (95 % des 46 millions de barils consommés aux États-Unis en 2023). Cette hausse est en partie attribuée aux obligations de mélange de biodiesel dans le fioul de chauffage de certains États du nord-est. New York, le Connecticut et Rhode Island ont en effet adopté des lois imposant des pourcentages croissants de biodiesel dans le fioul domestique. Par exemple, New York a instauré un mélange minimum de 5 % en 2022, avec un objectif de 20 % d'ici 2030.

- Le 27 mars, l'Agence d'information sur l'énergie (EIA) a [rapporté](#) qu'en 2024, les États-Unis sont restés le premier exportateur mondial de gaz naturel liquéfié (GNL), avec des exportations quotidiennes de 11,9 Bcf/d (soit environ 338 Mm³/j), un niveau stable par rapport à 2023. L'Europe a été destinataire de 53 % de ces exportations, restant le principal marché, tandis que la part de l'Asie a progressé de 26 % en 2023 à 33 % en 2024.

Transport et infrastructure

5. Le Département des Transports encourage l'adoption volontaire de systèmes de gestion de la sécurité modernisés pour les pipelines

Le 25 mars, le Secrétaire aux Transports S. Duffy a [annoncé](#) que l'Agence fédérale chargée de la sécurité des pipelines et du transport des matières dangereuses (Pipeline and Hazardous Materials Safety Administration– PHMSA), au sein du Département des Transports (DoT), encouragerait tous les propriétaires et opérateurs de pipelines à mettre en place, à titre volontaire, de nouveaux systèmes de gestion de la sécurité (Pipeline Safety Management Systems – Pipeline SMS). À cet effet, un avis (*advisory bulletin*) a été [publié](#) au registre fédéral par la PHMSA.

À l'occasion de cette annonce, S. Duffy a réaffirmé son engagement à mettre en œuvre le programme du président D. Trump pour « libérer l'énergie américaine de toutes les façons [possibles] » (*unleash American energy in all ways – big and small*). Il a déclaré que le DoT y contribuerait en s'assurant que les ressources naturelles américaines puissent parvenir aux consommateurs d'une manière efficace et sûre, ajoutant que l'amélioration de la sécurité des pipelines à travers l'adoption de systèmes de gestion innovants était « juste une façon [parmi d'autres] » de stimuler la sécurité énergétique et de réduire les coûts pour le peuple américain.

Un Pipeline SMS désigne un référentiel déployé à l'échelle d'une organisation pour évaluer, gérer et répondre aux risques associés à l'exploitation des pipelines en suivant une approche systématique, prenant en compte notamment l'ensemble des structures, des doctrines et des procédures internes à l'organisation.

Le communiqué du DoT indique que l'adoption de Pipeline SMS constitue une recommandation formulée de longue date par le National Transportation Safety Board (NTSB), à la suite notamment de trois accidents : une fuite de 20 000 barils de pétrole dans le fleuve Kalamazoo près de Marshall (Michigan) en juillet 2010 et la rupture d'une conduite de transport de gaz naturel à San Bruno (Californie) en septembre 2010, puis la fuite d'un oléoduc dans la baie de San Pedro (Californie) en octobre 2021. Le DoT rappelle également qu'une loi promulguée en 2020 ([Protecting Our Infrastructure of Pipelines and Enhancing Safety \(PIPES\) Act](#)) exige que la PHMSA et les autorités des États fédérés promeuvent et évaluent les Pipeline SMS développés par les opérateurs de systèmes de distribution de gaz naturel. Selon le DoT, les gestionnaires ont aujourd'hui mis en place des Pipeline SMS sur environ 86 % des 3,7 M km que compte le réseau de pipelines pour la distribution de gaz aux États-Unis, mais il reste encore de nombreux opérateurs, pour la plupart de petites entités desservant moins de 25 000 clients, qui n'ont pas commencé à mettre en œuvre de tels systèmes.

Industrie

Brèves

- Le 27 mars, Wolfspeed, une entreprise de semi-conducteurs basée à Durham, a [nommé](#) R. Feurle au poste de PDG, succédant à Th. Werner qui reprendra son rôle de Président. R. Feurle, qui a occupé des postes de direction chez Micron Technology et AMS-Osram AG, prendra ses fonctions le 1^{er} mai. Cette nomination intervient alors que Wolfspeed est sur le point d'achever la construction d'une usine de matériaux de 5 Md\$ dans le comté de Chatham, en Caroline du Nord, qui devrait employer 1 800 travailleurs.

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

- Le 25 mars, l'USDA a [annoncé](#) le déblocage de fonds précédemment gelés issus de programmes créés par l'Inflation Reduction Act (IRA) et destinés au développement d'infrastructures énergétiques dans les zones rurales et notamment pour les exploitations agricoles. La Secrétaire à l'Agriculture B. Rollins a précisé que les financements alloués aux programmes Rural Energy For America Program ([REAP](#)), Empowering Rural America (ERA) et Powering Affordable Clean Energy (PACE) seraient remis à disposition. Les bénéficiaires disposeront de 30 jours pour ajuster leurs projets afin de se conformer aux nouvelles orientations excluant les objectifs de diversité, d'équité, d'inclusion (DEI) et les objectifs climatiques de l'administration précédente.
- L'USDA a attribué un marché de 26 500 tonnes de riz dans le cadre du programme [Food for Progress](#), marquant la reprise des aides alimentaires après une pause liée à la transition de l'administration Trump et sa réévaluation des financements de l'aide internationale. USA Rice [salue](#) cette décision, qui apporte un soutien bienvenu à l'industrie du riz dans un contexte économique difficile. L'organisation indique également dans son communiqué soutenir des propositions de loi menées par les sénateurs J. Moran (R-Kansas) et J. Hoeven (R-Dakota du Nord), ainsi que les représentants R. Crawford (R-Arkansas) et T. Mann (R-Kansas), visant à transférer la gestion du programme Food for Peace, le plus grand programme d'aide alimentaire internationale, directement à l'USDA pour en améliorer l'efficacité et promouvoir l'usage de plus de produits agricoles américains.

Santé

6. Le Département de la Santé et des Services sociaux (HHS) annonce une réduction de ses effectifs de l'ordre de 20 000 postes

Le Département de la Santé et des Services sociaux des États-Unis (HHS) a [annoncé](#) le 27 mars une restructuration destinée à réduire

ses dépenses de 1,8 Md\$ par an grâce à la suppression de 10 000 postes et l'utilisation de programmes de retraites anticipée et d'initiatives du Département pour l'Efficacité gouvernementale (DOGE). Au total, cette restructuration devra se traduire selon HHS par une réduction de ses effectifs de l'ordre de 20 000 postes, pour passer de 82 000 à 62 000 employés à temps plein. Selon une fiche technique [publiée](#) par HHS, les réductions d'effectifs concerneront notamment la Food and Drug Administration (FDA), avec la suppression de 3 500 postes à temps plein, les Centers for Disease Control (CDC) avec 2 400 postes, les National Institutes of Health (NIH) avec 1 200 postes, et les Centers for Medicare and Medicaid Services (CMS) avec 300 postes.

HHS prévoit aussi une réorganisation de ses services, avec une réduction du nombre de ses bureaux régionaux de 10 à 5 et la consolidation des 28 divisions existantes en 15 entités, dont une Administration pour une Amérique en bonne santé (AHA) nouvellement créée pour chapeauter les travaux de multiples agences telles que l'Office of the Assistant Secretary of Health (OASH) et la Substance Abuse and Mental Health Services Administration (SAMHSA). Le Secrétaire à la Santé et au Service sociaux, R. F. Kennedy, a déclaré qu'« au fil du temps, les administrations comme HHS dev[enaient] gaspilleuses et inefficaces, même lorsque la plupart de leurs employés [étaient] des fonctionnaires dévoués et compétents ».

7. La fédération représentatrice de l'industrie des biotechnologies rapporte l'inquiétude de ses membres s'agissant des mesures tarifaires envisagées par l'administration américaine

La Biotechnology Innovation Organization (BIO), plus grande fédération représentatrice des intérêts de l'industrie des biotechnologies au monde, a [publié](#) le 26 mars les résultats d'une consultation de ses membres sur leur niveau d'intégration dans les échanges commerciaux internationaux. Selon les résultats de cette étude, près de 90 % des entreprises du secteur seraient dépendantes d'intrants importés pour au moins la moitié de leurs produits commercialisés aux États-Unis. BIO a également souligné qu'en cas de mise en œuvre de droits de douane sur les importations d'origine européenne, 94 % des entreprises interrogées anticipaient une hausse des coûts de production et la moitié seraient forcées de trouver de nouveaux partenaires pour leurs activités de R&D et de production manufacturière, ce qui freinerait l'innovation et retarderait la mise sur le marché de traitements. Enfin, BIO a relevé que pour 80 % des répondants, trouver de nouveaux fournisseurs afin d'atténuer l'impact des droits de douane prendrait au moins un an.

Pour 44 % d'entre eux, cette recherche prendrait plus de deux ans. Le PDG de BIO, J. Crowley, a déclaré que si « la relocalisation des maillons clés de la chaîne d'approvisionnement biotechnologique aux États-Unis et chez [leurs] alliés, ainsi que le renforcement du tissu industriel américain, devraient être une priorité absolue pour la sécurité nationale et économique [...] cette transition prendr[ait] des années ». Il était donc nécessaire selon lui d'« être conscients des conséquences négatives des droits de douane proposés » par l'administration.

8. Le Sénat confirme la nomination de M. Makary à la tête de la Food and Drug Administration (FDA)

Le Sénat a [voté](#) le 25 mars en faveur de la confirmation de M. Makary comme Commissaire de la Food and Drug Administration (FDA). Trois Démocrates se sont joints aux 53 Républicains du Sénat pour confirmer la nomination du chirurgien de l'Université Johns Hopkins par 56 voix contre 44. Le Président de la commission de la Santé, de l'Éducation, du Travail et des Retraites (HELP), B. Cassidy (R-Louisiane), a salué ce vote, déclarant que l'« expérience médicale » et la « vision claire » de M. Makary le rendaient « plus que qualifié pour diriger la FDA ». Lors de son audition devant la commission HELP, le 6 mars, M. Makary avait notamment [indiqué](#) qu'il n'était pas impliqué dans la récente décision de licencier plusieurs centaines d'employés de cette agence fédérale [voir [Brèves sectorielles du 21 février 2025](#)], précisant que certains d'entre eux avaient été réintégrés [voir [Brèves sectorielles du 28 février 2025](#)] et assurant que son évaluation des éventuelles réductions d'effectifs futures serait indépendante.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)